

## PROJET DE LA NOUVELLE LOI SANITAIRE

## Les réserves du Conseil national de déontologie médicale

**Le projet de la nouvelle loi sanitaire a diminué les prérogatives du Conseil national de déontologie médicale. C'est ce qu'a soulevé hier cette institution qui regroupe les médecins, les pharmaciens et les chirurgiens dentistes. Le Conseil de déontologie compte, à présent, défendre sa position au même titre que le projet de la nouvelle loi sanitaire auprès des parlementaires pour pallier «les manquements».**

**Salima Akkouche - Alger (Le Soir)** - Plus de 65 articles proposés par le Conseil national de déontologie médicale, à travers le Conseil national de l'ordre des médecins, le Conseil de l'ordre des pharmaciens et des chirurgiens dentistes, ont été pris en considération dans le projet de la nouvelle loi sanitaire. Ce dernier a, cependant, consacré moins de prérogatives au Conseil de déontologie médicale, a expliqué hier Lotfi Benbahmed. Pourtant, dit-il, ces prérogatives ont été consacrées dans l'ancienne loi qui date de 1985. Un oubli ? Le président du Conseil national de déontologie et le docteur Bekkat, président du Conseil national de l'ordre des médecins, ne souhaitent pas créer de polémique et préfèrent parler d'un «oubli». D'autant que, selon leurs déclarations, le problème a été porté auprès du ministre de la Santé qui a donné son engagement pour réparer ce qui n'a pas été fait.

Le Conseil de déontologie ne compte pas croiser les bras et attendre les textes d'application pour introduire ce qui manque. «Il y a beaucoup de choses qui ont été renvoyées au volet réglementaire dans l'ancienne loi, soit depuis 31 ans, et qui ne sont pas encore arrêtées», a souligné M. Benbahmed dans une conférence de presse où il a annoncé le renouvellement partiel des membres des sections ordinales régionales des médecins, chirurgiens dentistes et pharmaciens, en attendant les élections nationales qui sont prévues d'ici deux mois.

C'est pourquoi le Conseil, qui représente 100 000 praticiens de la santé à travers le territoire national, compte aller à la rencontre de la commission santé et des affaires sociales de l'APN pour «défendre le nouveau projet de loi et signaler ces manquements pour qu'il n'y ait pas de recul par rapport aux prérogatives de l'Ordre». Car, estime

Benbahmed, le secteur a besoin de réorganisation mais aussi de moralisation. Il a soulevé, à titre d'exemple, l'article 370 qui stipule que les praticiens fonctionnaires ne sont pas soumis à l'inscription sur le tableau de l'Ordre.

Le docteur Bekkat Berkani estime, de son côté, que 50 articles ont été consacrés au code pénal dans ce projet. Selon lui, il n'est pas nécessaire de rappeler le code pénal dans la loi civile. Ce dernier appelle aussi à la mise en place d'un institut de veille sanitaire et un institut de prévention des maladies transmissibles et non transmissibles.

S. A.



Docteur Bekkat Berkani.

Photo : DR

## ABDELMALEK BOUDIAF À CONSTANTINE

## Le soutien timoré au Dr Zaibat

**Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière qui était hier à Constantine pour la célébration de la Journée mondiale de lutte contre le diabète a avoué que son ministère ne dispose pas de l'expertise nécessaire pour la certification de la potion mise au point par le docteur Zaibat et de ce fait, cette dernière ne peut être commercialisée en Algérie qu'en tant que complément alimentaire.**

Abdelmalek Boudiaf qui a tacitement défendu ce chercheur qu'il aurait aidé personnellement avant l'épisode du remède anti-diabète, a attesté des compétences de ce dernier de par ses contributions positives avec Saidal à la fabrication d'autres médicaments réaffirmant que les portes de sa tutelle resteront toujours ouvertes aux compétences et chercheurs sérieux à même de contribuer significativement à l'essor de la production médicamenteuse en Algérie. Toutefois, il révélera avoir fini par orienter le concerné vers l'étranger si pour autant il le désirait et que la démarche puisse aboutir à la certification dudit «médicament».



Abdelmalek Boudiaf.

Photo : Samir Sid

Boudiaf qui a procédé au lancement de la 19<sup>e</sup> édition de la clinique mobile de dépistage de diabète à Constantine, patronnée par le laboratoire Novonordisk, annoncera que cette dernière sillonnera les 48 wilayas du pays alors qu'un autre laboratoire tiendra le

même village de santé à Béchar dès la prochaine semaine.

Pour la circonstance, il notera qu'une charge sociale importante est consentie par l'Etat à la prise en charge et la prévention contre le diabète qui touche entre 9 et 12% d'Algériens âgés de 25 ans et plus.

Sur un autre chapitre, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière annoncera le report de l'examen de la nouvelle loi sanitaire par la commission santé du Parlement prévu aujourd'hui au 7 décembre prochain. Loi qui viendra affermir selon lui la stratégie de sa tutelle basée sur l'élargissement optimal de la politique de santé de proximité et une meilleure maîtrise de la carte sanitaire.

En outre, Abdelmalek Boudiaf a annoncé qu'une journée dédiée au mal de l'obésité sera organisée dans les prochains jours en présence des représentants de plusieurs départements ministériels et présidée par le Premier ministre Abdelmalek Sellal à l'effet de mettre en place une approche multisectorielle du phénomène qui fera l'objet d'une enquête nationale à laquelle participeront les différents partenaires sous l'égide de l'OMS.

K. G.

## FRÉQUENTES COUPURES D'EAU À ANNABA

## La population excédée

**A quelques jours seulement de la précédente coupure de l'alimentation en eau potable ayant duré plus de cinq jours consécutifs, la population de la ville de Annaba est, une nouvelle fois, soumise depuis ce dernier lundi à une autre épreuve dont la durée n'a même pas été définie par les responsables de l'Algérienne des eaux (ADE).**

Annoncée le jour même, cette nouvelle coupure n'a pas permis aux citoyens de prendre leurs précautions et remplir leurs réserves. Si pour la première coupure, l'ADE Annaba avait fait état, comme à l'accoutumée, de travaux sur une conduite principale défectueuse, cette fois-ci, aucune indication n'a été avancée par cette entreprise étatique pour informer ses abonnés restés dans l'expectative sur la durée dans le temps de ce désagrément.

Habitué à ces coupures

intempestives d'eau potable, les citoyens de Annaba ont passé l'été dernier l'une des périodes les plus difficiles avec des coupures qui duraient plusieurs jours. Elles se sont multipliées touchant pratiquement l'ensemble des zones de la wilaya. La plus importante coupure qu'ils avaient endurée durant cette période de grosses chaleurs estivales s'est prolongée pendant une dizaine de jours sans la moindre goutte d'eau dans leurs robinets.

Cette situation n'a pas man-

qué de provoquer des conséquences sur l'hygiène corporelle et du milieu. Certes, la région de Annaba ne dispose pas de barrages pour alimenter ses habitants en AEP mais elle est branchée à l'aide de grosses conduites aux importants barrages de la wilaya limitrophe d'El Tarf, outre les nombreux forages situés sur son territoire.

Le problème se situe dans la gestion approximative de cette ressource vitale. Une gestion dénoncée par le wali, Youcef Cherfa, lors de ces différentes sorties sur le terrain. Et les exemples ne manquent pas à ce propos. Ainsi, au cours de sa dernière visite à la localité de Treat, le chef de l'exécutif a rele-

vé le manque d'entretien des puits de forage dont certains d'un débit de 50 l/seconde étaient perdus pour toujours. Il a instruit les responsables des ressources en eau, de l'ADE et de la Sonelgaz de prendre sans délai les mesures adéquates pour parer à cet état de fait et veiller à ce que les équipements fonctionnent normalement pour l'alimentation sans accroc des populations de cette région.

Profitant de cette occasion, le wali a évoqué un certain nombre de mesures pour mettre un terme au manque de cette ressource vitale. Il a annoncé à cet effet la rénovation de conduites vétustes, la prise en charge des fuites qui déversent des milliers

de m<sup>3</sup> d'eau potable quotidiennement sur la voie publique des zones urbaines, la réhabilitation des réseaux, la remise en marche et l'entretien des puits de forage, une meilleure exploitation de l'eau ramenée des barrages d'El Tarf.

Le wali s'est engagé à faire de l'année 2017 l'année de l'eau à Annaba «nous sommes décidés pour cette année 2017 de ramener l'eau dans tous les foyers de la wilaya. Pour arriver dans une deuxième phase à une alimentation H/24», a-t-il affirmé estimant que les besoins actuels de la wilaya qui sont de l'ordre de 90 000 m<sup>3</sup>/jour peuvent être largement mobilisés.

A. Bouacha